



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« restructuration des parkings du complexe Raoul Villot »
sur la commune de La-Motte-Servolet
(département de Savoie)**

Décision n° 2022-ARA-KKP-3695

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2022-23 du 23 février 2022 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2022-ARA-KKP-3695, déposée complète par la ville de La-Motte-Servolex le 17 mars 2022, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 7 avril 2022 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de la Savoie le 6 avril 2022 ;

Considérant que le projet consiste, sur un terrain d'une superficie de 9 373 m², à restructurer les parkings du complexe Raoult Villot, situé 256 rue Le Cheminet sur la commune de La-Motte-Servolex dans le département de la Savoie ; le nombre de places de stationnement sera porté de 221 à 254 ;

Considérant que le projet, réalisé sur une période de cinq mois, prévoit les aménagements suivants :

- la démolition du parking existant et l'abattage de 32 arbres ;
- la création de noues d'infiltration ;
- la création des places de stationnement en pavés drainants et enherbés ;
- la réimplantation des candélabres ;
- la création des voiries en enrobés ;
- la création de cheminements piétons en revêtement perméable ;
- la plantation de 64 arbres ;
- la création de 2 341 m² d'espaces verts ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 41a. aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est situé au sein du périmètre éloigné d'un captage d'eau potable destiné à la consommation humaine, qu'il est situé à l'aval hydraulique de l'ouvrage captant et n'aura donc pas d'impact sur celui-ci ;

Considérant que le projet n'intercepte aucun périmètre reconnu de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels, à la biodiversité et au paysage ;

Considérant que le projet est implanté sur la même emprise que le parking existant, qu'il ne consomme aucune surface supplémentaire, qu'il permet de « dés-imperméabiliser » une surface de 2 880 m² et, qu'à terme, le patrimoine arboré sera enrichi ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de restructuration des parkings du complexe Raoul Villot, enregistré sous le n° 2022-ARA-KKP-3695 présenté par ville de La-Motte-Servolex, concernant la commune de La-Motte-Servolex (73), **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 7 avril 2022,

Pour le préfet et par subdélégation,
la responsable du pôle autorité environnementale

Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03